

Rwanda : les rebelles aux portes du pouvoir

Laurent Flandre

L'Humanité, 14 avril 1994, page 13

Après la prise de Kigali, les combattants du FPR progressent dans tout le pays et affirment vouloir rétablir la sécurité. Paris annonce le retrait total de son contingent.

LES combats se poursuivaient, hier en fin d'après-midi, à Kigali. Dès l'aube, les combattants du Front patriotique (FPR) ont continué à avancer, appuyés par des tirs d'obus de mortiers et de canons. Les militaires - restés fidèles au gouvernement intérimaire qui s'est enfui vers le sud du pays -, ne seraient plus qu'un petit millier à se maintenir dans la capitale du Rwanda.

Selon des casques bleus belges, deux bataillons du FPR ont encerclé l'aéroport et coupé la route d'accès à Kigali. Les forces rebelles, qui avancent du nord vers le sud, ont fait la jonction avec leurs hommes déjà présents dans la ville, et ce, sans rencontrer d'opposition véritable. Mis à part quelques poches de résistance, il semblait donc, hier après-midi, que le FPR avait pris le contrôle de Kigali où l'intensification des combats a provoqué un exode massif. Des correspondants de presse ont dit avoir vu plus de 100.000 personnes - soit près de la moitié de la population de la ville - fuir la capitale. De longues files de réfugiés s'étiraient sur plus d'une dizaine de kilomètres à la

sortie de Kigali. Nombre d'entre eux ont déjà rejoint le Burundi, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre. Selon un prêtre canadien présent sur place, l'armée a elle aussi commencé à fuir en tuant et brûlant tout sur son passage. « C'est une vraie catastrophe humanitaire », a déclaré Philippe Gayard, responsable de la Croix-Rouge. Les hôpitaux ne pourraient plus faire face à l'afflux des blessés.

Au-delà de Kigali, les combattants du FPR semblent avancer dans tout le pays. La radio des rebelles a annoncé hier que deux grandes villes de garnison du nord du pays - Nyagatare et Gabiro - étaient tombées entre leurs mains.

Les autres grandes villes du pays (Byumba, Mutara et Runehgeri) sont elles complètement encerclées par les troupes du FPR qui infligeraient de lourdes pertes à l'armée gouvernementale. En passe d'obtenir une victoire militaire, le Front patriotique entend, dans le même temps, agir sur le terrain politique. Les dirigeants du FPR multiplient les déclarations où ils affirment vouloir mettre en place un gouvernement regroupant des membres de tous les partis. L'essentiel étant pour eux « de guérir les blessures de la haine tribale ». Loin de Kigali, sans plus aucune légitimité, le gouvernement fantôme mis en place il y a une semaine

a une nouvelle fois proposé une trêve aux rebelles...

affronter les troupes occidentales en cas d'ingérence.

L'ultimatum du FPR

Du côté des ressortissants étrangers, seuls ceux désirant rester sur place n'ont pas été évacués. Avant même la fin de l'opération « Amaryllis », le FPR a, par la voix de son représentant à New York, donné « vingt-quatre heures aux troupes étrangères (sauf les casques bleus - NDLR) pour quitter le pays ». L'expérience aidant, les rebelles craignent en effet que ces dernières - et notamment les paras français - n'agissent en faveur du gouvernement en fuite. Les dirigeants du FPR ont indiqué, à maintes reprises, que leurs combattants étaient prêts à

Comme en écho, François Léotard indiquait, hier, que la « dernière compagnie sera évacuée » dans l'après-midi. Estimant que notre pays devait être relayé au Rwanda par la communauté internationale et l'ONU, le ministre de la Coopération a souligné de son côté que « la France ne pouvait pas être le gendarme de l'Afrique ». Un effet de manche qui ne fait pas oublier que les gouvernements successifs de notre pays continuent de soutenir - et d'armer - sur ce continent des régimes dont les principale vertus ne sont certainement pas la démocratie et le pluralisme. N'était-ce pas le cas au Rwanda, il y a peu encore ?